

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3^{ème}

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0006>

www.revue-is.org

ÉCOLES ET INVESTISSEMENTS DANS LE CAPITAL HUMAIN

Professeur Marcel MBIYANGANDU KADIATA

Référent Qualité honoraire Faculté de Médecine ULB/Belgique

Faculté de Médecine UNILU/RDC

Faculté des Sciences UNIKIN /RDC

Expert Consultant et Point Focal chargé de la Formation à la CCM

RÉSUMÉ

Cette étude montre que le développement durable de la République démocratique du Congo dépend principalement de la qualité de son capital humain. L'assurance qualité constitue, à cet égard, un instrument essentiel pour moderniser le système éducatif, améliorer la formation, la recherche et la gouvernance des établissements, tout en favorisant le transfert de technologie et l'industrialisation. Dans le cadre du partenariat entre la RDC et les États-Unis, l'investissement dans une éducation de qualité apparaît ainsi comme une condition fondamentale pour transformer les ressources naturelles du pays en richesse durable et inclusive.

Mots-clés : Assurance qualité ; capital humain ; système éducatif ; transfert de technologie ; industrialisation.

ABSTRACT

This study shows that the sustainable development of the Democratic Republic of the Congo depends primarily on the quality of its human capital. In this regard, quality assurance is an essential tool for modernizing the education system, improving training, research, and institutional governance, while promoting technology transfer and industrialization. Within the framework of the partnership between the DRC and the United States, investment in quality education thus appears to be a fundamental prerequisite for transforming the country's natural resources into sustainable and inclusive wealth.

Keywords : Quality assurance; human capital; education system; technology transfer; industrialization.

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo est reconnue comme l'un des pays les plus riches au monde en ressources naturelles. Ses importantes réserves minières, forestières, hydrauliques, énergétiques et agricoles représentent un potentiel considérable de développement économique. Toutefois, ces richesses ne peuvent produire leurs effets que si elles sont accompagnées d'un capital humain compétent, capable de les valoriser durablement.

La jeunesse congolaise constitue ainsi la première richesse du pays. Correctement formée, elle peut assurer la transformation industrielle des matières premières, favoriser l'innovation technologique et renforcer la compétitivité nationale. À l'inverse, les insuffisances du système éducatif, les antivaleurs telles que la corruption, le détournement des deniers publics, le blanchiment des capitaux, ainsi que le déficit de civisme et de patriotisme limitent les performances des institutions publiques et compromettent les perspectives de développement.

Dans ce contexte, les récents accords de partenariat entre les États-Unis d'Amérique et la République démocratique du Congo offrent une opportunité stratégique de promouvoir le transfert de technologies, l'exploitation durable des ressources naturelles et l'industrialisation du pays. Cependant, ces objectifs ne pourront être atteints sans un système éducatif performant reposant sur une véritable politique nationale d'Assurance Qualité.

L'objectif de cette étude est de montrer que l'Assurance Qualité constitue le principal levier de modernisation du système éducatif congolais et qu'elle représente un investissement stratégique dans le capital humain indispensable à la réussite du développement durable.

I. L'ASSURANCE QUALITÉ AU SERVICE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

L'assurance qualité est définie comme l'ensemble des processus systématiques destinés à planifier, évaluer, contrôler et améliorer en permanence les activités d'enseignement, de recherche et de gouvernance des établissements d'enseignement.

Contrairement au contrôle qualité élémentaire, qui consiste essentiellement à détecter les insuffisances, l'Assurance Qualité agit de manière préventive en mettant en place des mécanismes permanents d'amélioration continue.

Cette démarche s'appuie sur le cycle de l'amélioration continue formalisé par Deming (1986), planifier, réaliser, vérifier, agir (PDCA), qui fait de la qualité

non pas un état à atteindre une fois pour toutes, mais un processus permanent d'auto-évaluation et de correction. Appliqué à un établissement d'enseignement, ce cycle se traduit par la définition d'objectifs pédagogiques mesurables, la mise en œuvre des enseignements, l'évaluation régulière des acquis et des pratiques, puis l'ajustement des programmes, des méthodes et de la gouvernance. C'est cette boucle vertueuse qui distingue les institutions apprenantes des institutions simplement administrées.

Dans le secteur éducatif, elle vise notamment l'amélioration des programmes de formation, la qualification permanente des enseignants, l'évaluation régulière des étudiants, l'optimisation des infrastructures, la modernisation des pratiques pédagogiques, la transparence administrative ainsi que la satisfaction des étudiants et des employeurs.

Selon la présentation de référence, un système éducatif de qualité repose sur plusieurs domaines d'amélioration. Parmi ceux-ci figurent la stratégie institutionnelle, l'organisation et la gouvernance, l'offre de formation, la recherche scientifique, le personnel académique, les étudiants, les infrastructures ainsi que la coopération nationale et internationale.

La démarche qualité s'appuie également sur des référentiels internationaux (modèles EFQM, normes ISO) appliqués à l'enseignement supérieur.

À l'échelle du continent, cette dynamique s'incarne dans les mécanismes d'accréditation et d'assurance qualité portés par le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) ainsi que dans la norme internationale ISO 21001 consacrée aux organismes d'éducation. L'adhésion des établissements congolais à ces référentiels est doublement bénéfique : d'une part, elle offre un cadre méthodologique éprouvé pour l'auto-évaluation institutionnelle ; d'autre part, elle assure la reconnaissance internationale des diplômes, condition indispensable à la mobilité académique et aux partenariats universitaires prévus dans le cadre de la coopération avec les États-Unis.

II. INVESTIR DANS LE CAPITAL HUMAIN : UNE PRIORITÉ NATIONALE

L'étude rappelle que le développement économique dépend moins de la quantité de ressources naturelles que de la qualité des ressources humaines.

Les statistiques présentées montrent l'importance du système éducatif congolais : environ 64 700 écoles ; 901 établissements d'enseignement supérieur ;

près de 29 millions d'élèves ; environ 560 000 étudiants ; plus de 800 000 enseignants dans l'enseignement général.

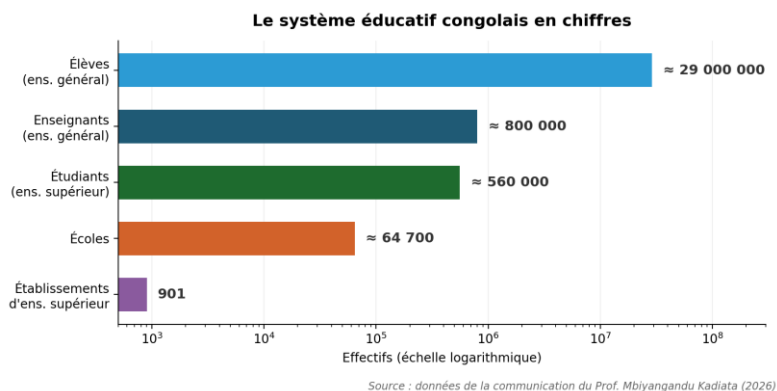


Fig. 1 – Le système éducatif congolais en chiffres (données de la communication, 2026).

Ces chiffres démontrent l'ampleur des défis auxquels fait face la RDC en matière de qualité des formations, de gouvernance académique et d'encadrement pédagogique.

Ces ordres de grandeur doivent être rapprochés des indicateurs internationaux de capital humain. L'indice du capital humain calculé par la Banque mondiale (2020) situe la RDC autour de 0,37 : un enfant congolais né aujourd'hui n'atteindra en moyenne que 37 % de la productivité qu'il aurait pu atteindre s'il avait bénéficié d'une éducation complète et d'une pleine santé. Ce chiffre, parmi les plus faibles du monde, quantifie le coût économique de la sous-qualité éducative et, symétriquement, le rendement considérable de tout investissement dans la qualité des enseignements.

L'investissement dans le capital humain doit donc porter simultanément sur : la formation initiale ; la formation continue ; la recherche scientifique ; les infrastructures ; les équipements pédagogiques ; l'amélioration des conditions de travail des enseignants. Par ailleurs, les établissements doivent développer une véritable culture de la qualité fondée sur une charte institutionnelle, des procédures normalisées et une évaluation permanente des performances.

La promotion des valeurs constitue à cet égard une mission indissociable de la démarche qualité. L'école est le premier lieu où se forment le civisme, le patriotisme, l'éthique du travail et le respect du bien public. En intégrant explicitement l'éducation aux valeurs morales, citoyennes et républicaines dans les curricula, les référentiels d'évaluation et la vie des établissements, le système éducatif devient l'instrument le plus puissant de lutte contre les antivaleurs —

corruption, détournement, blanchiment, qui minent la gouvernance nationale. Former des cadres compétents mais sans éthique reviendrait à perfectionner les instruments du mal gouvernement ; former des cadres compétents et intègres, c'est bâtir l'État de droit.

III. ASSURANCE QUALITÉ, TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET INDUSTRIALISATION

Le transfert de technologie constitue l'un des principaux objectifs des partenariats internationaux. Dans le domaine universitaire, il consiste à transformer les résultats de la recherche scientifique en innovations industrielles, en brevets ou en applications concrètes au bénéfice de la société. Dans le secteur industriel, il correspond au transfert contractuel d'un savoir-faire technique, accompagné de la formation des ressources humaines nécessaires à son appropriation.

Toutefois, la réussite de ce processus dépend directement de la qualité du système éducatif. Des établissements performants sont capables de former des ingénieurs, chercheurs, techniciens et gestionnaires aptes à maîtriser les nouvelles technologies introduites dans le cadre des investissements internationaux.

La qualité du système éducatif conditionne aussi directement la confiance des partenaires internationaux. Les universités et entreprises américaines ne s'engagent durablement, cofinancement de laboratoires, doubles diplômes, recrutement local d'ingénieurs et de techniciens, qu'avec des institutions dont la qualité est démontrée, mesurée et certifiée. L'Assurance Qualité fonctionne ainsi comme un langage commun entre les systèmes éducatifs : elle rend les compétences congolaises lisibles, comparables et donc valorisables dans le cadre du partenariat stratégique USA – RDC.

Cette dynamique favorise l'industrialisation nationale, définie comme l'introduction de technologies modernes dans les secteurs productifs afin d'améliorer la productivité, de créer des emplois qualifiés, de renforcer la compétitivité économique et de diversifier les sources de croissance.

L'expérience internationale le confirme : Singapour, la Corée du Sud ou encore le Rwanda voisin ont fait de l'évaluation systématique de la qualité éducative le socle de leur stratégie de développement avec des résultats mesurables en une génération. Ces pays démontrent qu'il n'existe pas de fatalité : un système éducatif se redresse par la volonté politique, la rigueur méthodologique et la constance dans l'effort, précisément ce que la démarche d'Assurance Qualité institutionnalise.

L'industrialisation apparaît ainsi comme la conséquence logique d'un investissement soutenu dans l'éducation, la recherche et la qualité des formations.

IV. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Au regard des analyses développées, plusieurs recommandations se dégagent, notamment l'accroissement du financement du système éducatif afin de renforcer durablement le capital humain, la généralisation de l'implantation des systèmes d'assurance qualité dans toutes les écoles, universités et institutions d'enseignement supérieur, la promotion des valeurs morales, éthiques, citoyennes et républicaines afin de lutter contre les antivaleurs, ainsi que le développement d'une culture de l'excellence, de l'innovation, du travail bien fait et de l'entrepreneuriat.

Il convient également d'adapter les programmes d'enseignement et de recherche aux besoins réels de l'industrialisation nationale, de renforcer les interfaces entre les universités, les centres de recherche, les entreprises et les secteurs productifs, de valoriser les centres de formation professionnelle afin de développer les compétences techniques nécessaires au transfert de technologie, d'améliorer les conditions de travail, de recherche et de rémunération des enseignants, des chercheurs et des personnels administratifs, de mettre en place des indicateurs permanents de performance permettant d'évaluer l'efficacité du système éducatif, et de faire du capital humain une priorité nationale dans la mise en œuvre des partenariats internationaux, notamment dans le cadre des accords entre les États-Unis et la République Démocratique du Congo.

CONCLUSION

L'analyse met en évidence que le véritable moteur du développement de la République démocratique du Congo n'est pas uniquement l'abondance de ses ressources naturelles, mais surtout la qualité de son capital humain.

L'assurance qualité apparaît comme le cadre méthodologique permettant d'améliorer durablement les enseignements, la recherche scientifique, la gouvernance universitaire et la formation professionnelle. Elle constitue également un facteur déterminant pour assurer le transfert de technologie, soutenir l'industrialisation et renforcer la compétitivité économique du pays.

Dans le contexte des nouveaux partenariats internationaux, notamment ceux conclus entre la RDC et les États-Unis, investir dans une éducation de qualité représente le meilleur moyen de transformer les ressources naturelles en richesse

durable, d'assurer la bonne gouvernance et de construire un développement fondé sur la compétence, l'innovation et l'excellence.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BANQUE MONDIALE. (2020). *The human capital index 2020 update: Human capital in the time of COVID-19*.
- DEMING, W. E. (1986). *Out of the crisis*. MIT Press.
- EUROPEAN FOUNDATION FOR QUALITY MANAGEMENT. (2020). *EFQM model 2020*.
- MBIYANGANDU KADIATA, M. (2026, 22-23 juin). *Assurance qualité pour le renouveau du système éducatif en RDC : Écoles et investissements dans le capital humain pour former des cadres compétents porteurs du transfert de technologie* [Présentation]. Corps de l'Élite Scientifique de l'UDPS, Kinshasa, République démocratique du Congo.
- NATIONS UNIES. (2015). *Transformer notre monde : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030*.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. (2019). *Education at a glance 2019: OECD indicators*. OECD Publishing.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION. (2018). *ISO 21001:2018 – Organismes d'éducation/formation – Systèmes de management des organismes d'éducation/formation – Exigences et recommandations pour leur application*.
- UNESCO. (2021). *Reimagining our futures together: A new social contract for education*.